

À Londres, l'extension controversée de la taxe pour véhicules polluants entre en vigueur

écrit par Monique B | 30 août 2023

Ultra-Low Emission Zone in Central London | Windrush Car Storage



Ultra-Low Emission Zone in Central London | Windrush Car Storage



Chacun sait, sur RR, que ce qui se passe à Londres et un copié-collé de ce qui est en train de se passer dans toutes les grandes villes de France et qui s'aggrave de mois en mois... Ils sont partout !

DÉPÊCHE – L'extension polémique de la taxe sur les véhicules les plus polluants à Londres est entrée en vigueur mardi, malgré les réticences d'une partie des habitants en pleine crise du coût de la vie et l'hostilité du gouvernement.

Restreinte au centre de Londres à son introduction, la zone à émissions ultra-faibles (ultra low emission zone, ULEZ), dont l'objectif est d'assurer une meilleure qualité de l'air pour les habitants, avait déjà été considérablement élargie en 2021. Elle est désormais étendue à l'ensemble du Grand Londres et ses neuf millions d'habitants.

Mais la mesure, lancée en 2015 par le conservateur Boris Johnson quand il était maire et désormais portée par son successeur travailliste Sadiq Khan, est critiquée par de nombreux riverains.

Quelques centaines de personnes ont manifesté mardi devant Downing Street, brandissant des pancartes hostiles au maire. Parmi les slogans : « Khan menteur », « Khan doit partir », « Le moment est venu pour le dictateur de partir ».

« Je n'ai pas les moyens d'acheter une nouvelle voiture. Mais j'ai besoin de ma voiture deux fois par semaine pour mon travail », explique Robin Dewey, un habitant de 64 ans de Bromley (sud de Londres), employé à temps partiel dans une boulangerie.

Pour lui, comme pour la plupart des manifestants, Sadiq Khan a élargi ULEZ « parce qu'il a besoin d'argent ».

« Ils ne savent pas gérer leur budget, alors ils nous font payer », renchérit John Davis, retraité de 66 ans. « Ils utilisent la pollution pour prendre l'argent des plus

pauvres », mais « la pollution n'existe pas », affirme-t-il.

« Leurs Range Rover, leurs grosses voitures polluent plus que la mienne, un diesel de 11 ans », critique Francesca Silvani, comptable de 58 ans.

« L'air de Londres est propre. On n'a pas besoin » de l'ULEZ, assure Suzan Ward, retraitée de 68 ans.

Beaucoup de manifestants portaient des gilets jaunes, rappelant le mouvement social qui a agité la France à partir de fin 2018.

Défaite électorale

Les conducteurs de voitures à essence généralement fabriquées avant 2006 (norme Euro 4) et de véhicules diesel généralement fabriqués avant 2015 (norme Euro 6) doivent déboursier 12,50 livres (14,80 euros) par jour pour entrer dans l'ULEZ, sous peine d'une amende de 180 livres.

Pour les camions et les cars, il faut payer 100 livres (116 euros) par jour. Les taxis sont exemptés.

L'opposition travailliste, qui domine largement dans les sondages, a déjà souffert de cette politique dans les urnes, perdant un scrutin local dans une circonscription concernée par l'extension de la taxe, alors qu'elle était donnée favorite.

Le chef du Labour, Keir Starmer, avait alors demandé à Sadiq Khan de « réfléchir » à sa décision d'étendre l'ULEZ, estimant qu'elle avait coûté « sans aucun doute » cette élection aux travaillistes.

Le gouvernement conservateur de Rishi Sunak s'est engouffré dans la brèche et dénonce la mesure.

En période pré-électorale, avant les législatives de l'année prochaine, les défenseurs de l'environnement s'inquiètent

désormais d'une remise en cause des politiques climatiques du Royaume-Uni, dont les objectifs de long terme s'entrechoquent avec les priorités de court terme des électeurs, notamment leur pouvoir d'achat.

Malgré les critiques, les recours en justice et les sabotages – des centaines de caméras ULEZ vandalisées ces derniers mois, selon la police, Sadiq Khan maintient son cap.

Il assure que la grande majorité des véhicules en circulation sont déjà conformes et estime que son projet va permettre à « cinq millions de Londoniens supplémentaires » de respirer un « air plus propre ».

ULEZ « a fait ses preuves dans le centre de Londres, mais je pense qu'un air propre est un droit, pas un privilège. (...) Pourquoi ne pourraient-ils pas respirer un air propre » dans le Grand Londres ?, a déclaré le maire mardi matin.

Selon un rapport de 2022, la pollution de l'air a été à l'origine de 1.700 hospitalisations à Londres entre 2017 et 2019.

Face aux critiques, la mairie a instauré un programme d'aide pour permettre aux habitants et entreprises de changer de véhicule.

Greenpeace a salué l'extension de l'ULEZ. La ville de Londres « peut être fière aujourd'hui », a réagi l'organisation de défense de l'environnement.

<https://www.francesoir.fr/societe-environnement/londres-l-extension-controversee-de-la-taxe-pour-vehicules-polluants-entre-en>